

# RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Conseil d'administration du 24 juin 2025

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES**

Fondation

15, Parvis René Descartes

69007 LYON

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Au Conseil d'administration de la fondation RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation RESEAU FRANCAIS DES INSTITUTS D'ETUDES AVANCEES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Détail du résultat exceptionnel » de l'annexe des comptes annuels qui expose les opérations correspondant aux corrections comptables relatives à l'inscription des consommations des financements par les IEA, qui sont antérieures à l'exercice audité.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'organe délibérant.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites à la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application à la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 24 juin 2025 à Neuilly-sur-Seine

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International

Rudy JARDOT

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	225 506	220 844	4 662	46 667
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	8 107		8 107	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	30 878	30 878		289
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	264 491	251 722	12 769	46 955
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 648		3 648	3 648
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 763 750		1 763 750	3 349 118
Valeurs mobilières de placement	1 500 000	285 511	1 214 489	1 458 438
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	874 145		874 145	1 605 290
Charges constatées d'avance	733		733	307
TOTAL III	4 142 276	285 511	3 856 765	6 416 801
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 406 767	537 234	3 869 533	6 463 756

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 415 000	1 415 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 338 150	2 416 229
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 522 866	-78 079
Situation nette	2 230 284	3 753 150
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	2 230 284	3 753 150
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	985 229	2 371 905
TOTAL III	985 229	2 371 905
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	476 902	192 190
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 426	11 827
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	84 716	74 690
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	80 976	59 994
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	654 021	338 701
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 869 533	6 463 756

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	4 636	13 311
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 443	400 459
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	64 993	70 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	250	1 495
Utilisations des fonds dédiés	1 668 582	853 114
Autres produits	36	108
<b>TOTAL I</b>	<b>1 739 939</b>	<b>1 338 488</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	83 000	134 292
Aides financières	1 561 312	835 138
Impôts, taxes et versements assimilés	2 888	5 950
Salaires et traitements	238 271	258 569
Charges sociales	94 165	103 606
Dotations aux amortissements et dépréciations	42 294	57 575
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	281 906	
Autres charges	91	3 047
<b>TOTAL II</b>	<b>2 303 928</b>	<b>1 398 178</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-563 989</b>	<b>-59 690</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation	16 844	27 254
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		25 823
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		2 756
<b>TOTAL III</b>	<b>16 844</b>	<b>55 834</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	57 056	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		23
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>57 056</b>	<b>23</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-40 211</b>	<b>55 810</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-604 200</b>	<b>-3 880</b>

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	897 092	-74 199
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>897 092</b>	<b>-74 199</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	1 815 758	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 815 758</b>	
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-918 666</b>	<b>-74 199</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 653 876</b>	<b>1 320 123</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>4 176 742</b>	<b>1 398 201</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-1 522 866</b>	<b>-78 079</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3 869 533 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -1 522 866 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

#### **Information générale**

La fondation RFIEA est une fondation de coopération scientifique dotée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle a pour mission de renforcer l'attractivité internationale de la France en matière de recherche scientifique grâce au développement en réseau de quatre instituts d'études avancées (IEA) basés à Aix Marseille, Lyon, Nantes et Paris. Elle soutient également l'internationalisation de la recherche française en sciences humaines et sociales, en étroite collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et l'Alliance thématique nationale des sciences humaines et sociales Athena.

La fondation apporte une contribution à l'internationalisation de la recherche française en SHS grâce au soutien qu'elle apporte à une série d'initiatives développées depuis 2016. Ces initiatives visent à développer la dimension internationale du potentiel de recherche française et de renforcer le rayonnement international de cette recherche française en matière de financement de la recherche.

#### **1. Principes, Règles et Méthodes Comptables**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels relatif aux règles comptables applicables aux fondation et fonds de dotation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## 2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 marque la dernière année d'exécution des deux contrats de financement importants pour la fondation et pour les instituts qu'elle soutient : le laboratoire d'excellence RFIEA+ et le programme FIAS cofinancé par la Commission européenne.

### Labex RFIEA+

La convention attributive d'aide ANR-11 LABX 00027 du Labex RFIEA+ pour la période 2012-2019 a fait l'objet d'un avenant renouvelant la subvention pour un montant global de 3.742.538€ sur la période 2020-2024. Des accords de reversement ont été approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2019, avec une répartition basée sur les volumes d'invitation des IEA (cf. tableau Labex).

L'Agence nationale de la Recherche (ANR) a pratiqué une retenue pluriannuelle sur les financements mis à disposition. Pour la période 2012-2019, la fondation RFIEA avait couvert la retenue de l'ANR par une avance de trésorerie au bénéfice des instituts d'études avancées (IEA). L'avenant qui a prolongé la convention de cinq années (2020-2024) prévoyait une retenue de 5% de la totalité de financement 2012-2024, soit 622.739 euros qui devait être versée en 2025 par l'ANR.

Un nouvel avenant signé le 16 octobre 2024 a étendu la convention attributive d'aide d'une année (jusqu'au 31/12/2025) et prévoit le versement en juillet 2025 des intérêts de la dotation non consommable affectée au Labex pour un montant de 300.891€. Le versement du solde de l'aide, prévu au terme de la convention et d'un montant protégé à 627.406€, sera reporté à la validation par l'ANR du *reporting* 2012-2025, soit *a priori* au second semestre 2026.

Pour les IEA, l'utilisation des financements a augmenté, s'élevant à 843.335,45€, et compensant les sous-consommations des années antérieures. Les instituts de Paris et de Nantes ont épuisé leur financement disponible au terme du contrat le 31 décembre 2024. L'Iméra et le Collegium disposent respectivement au terme de l'exercice 2024 d'un reliquat de financement de 60.620€ et 42.638€ (cf. engagement hors bilan).

### FIAS – French Institutes for Advanced Study

En mai 2020, la fondation RFIEA a signé avec la *Research Executive Agency* de la Commission européenne un contrat COFUND (Action Marie Skłodowska-Curie, Programme-cadre Horizon2020) d'un montant de 2,445m€ pour la période 2020-2025 au titre du programme FIAS (*French Institutes for Advanced Study*). Ce montant permet le cofinancement de 120 bourses de 10 mois au sein des IEA français participants (Paris, Lyon, Marseille et Montpellier). Le consortium initial a été rejoint par l'Institut d'études avancées de Nantes en 2021, par le *Loire-Valley Institute for Advanced Study* en 2022, et par le CUT (*Centre for Unframed Thinking*) de *Rennes School of Business* en 2023.

Au cours de l'exercice 2024, les instituts ont consommé un montant global de 553.391€. Le programme entrera dans sa dernière année d'exécution en 2025, avec la dernière cohorte de *fellows* cofinancée par la Commission européenne pour l'année académique 2024-2025 (cf. engagement hors bilan).

### International Panel for Social Progress

L'*International Panel for Social Progress*, lancé à l'automne 2023 et porté par la fondation, s'est de nouveau réuni en octobre 2024 à l'Institut d'études avancées de Paris et a réuni près de 80 experts internationaux. Le financement de cette réunion a été apporté dans le cadre de partenariats avec l'université de Cornell, la *European Climate Foundation* et la fondation Gulbenkian pour un montant total de 65.000 €. Ce projet permet à la fondation de recevoir des frais de gestion pour le portage des financements reçus.

### **Écritures comptables correctives**

Au cours de l'année 2024, suite à la clôture et la validation des comptes 2023, la direction a alerté le nouveau président du Conseil d'administration sur la situation comptable de la fondation. Dès septembre 2024, des échanges ont été initiés par la direction avec le cabinet d'expertise comptable et le Commissaire aux comptes qui, tous deux, collaborent de longue date avec la fondation (respectivement depuis 2018 et 2007).

Compte tenu de l'activité principale de la fondation qui consiste à porter des financements au bénéfice des instituts de son réseau, une série de questions a été posée relative à l'écriture des fonds propres, au montant du report à nouveau, aux fonds dédiés et aux comptes de tiers. Au terme d'un long travail collectif, des réponses ont pu être apportées. Des écritures correctives très significatives (supérieures à 1,5m€) ont été passées. Toutes les dépenses ont fait l'objet de *reportings* annuels certifiés et sont conformes à l'objet social de la fondation.

### 3. Notes sur le bilan

#### a) Immobilisations

##### a.1) Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Logiciels 1 à 3 ans

##### a.2) Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à 0 € suite au non remboursement des 295 056€ correspondant à une contribution à un fonds de garantie à hauteur de 5% du montant de la contribution totale de la commission européenne au programme COFUND 2. La perte de cette garantie est la conséquence de la non consommation de l'intégralité des crédits accordés par la commission européenne.

#### b) Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur de d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement de la fondation RESEAU FRANCAIS D'ETUDES AVANCEES sont inscrites à l'actif du bilan pour un montant de 1 500 000 € au 31/12/2024.

Une dépréciation a été constatée pour un montant de 285 511 €, afin de tenir compte de la valeur réelle à la date de clôture (1 214 489 €).

#### c) Fonds propres

Selon l'article 11 des statuts du RFIEA, la dotation, initiale s'établit à 1.415 millions d'euros dont une partie non consommable qui représente 10% de la dotation initiale.

Outre les 13.5 millions d'euros d'apport de l'Etat, la dotation initiale fait l'objet des apports suivants:

- 100 000 euros affectés par l'ENSLSH,
- 100 000 euros affectés par l'Université de Provence Aix Marseille 1,
- 100 000 euros affectés par le fondation Maison des Sciences de l'Homme,
- 100 000 euros affectés le GIP Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin,
- 250 000 euros affectés par le Centre national de la recherche scientifique.

**d) Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**e) Personnel**

° Engagements de retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite n'a pas le fait l'objet d'une valorisation car son montant est non significatif.

**4. Notes sur le Compte de Résultat****a) Fonctionnement général**

Les achats et charges de fonctionnement sont constatés au fur et à mesure de la réception des factures. Afin d'assurer un correct rattachement des charges et des produits, des provisions de factures à recevoir sont constatées.

**b) Charges de personnel:**

La fondation ne pratique pas de décalage de paie. Au 31 décembre 2021, la Fondation comprend huit salariés.

Il a été constaté les provisions nécessaires au respect de l'indépendance des exercices. (Provision pour congés payés essentiellement).

La rémunération perçue par les trois plus hauts cadres de la fondation se monte à 199 534 €.

**c) Résultat financier**

Le résultat financier fait un bénéfice de 55 810 euros correspondant principalement à:

\* A la vente de VMP pour 2 756 €,

\*Aux intérêts sur comptes courants de 27 254 €,

\*A la reprise de dépréciation des obligations pour 25 823 €.

**d) Provision pour risque reprise**

En 2019, une provision pour risque de 614 703,65 euros avait été constatée pour anticiper la non obtention de la totalité de la subvention du programme EURIAS de la commission européenne. En 2021, la commission européenne a acté la non obtention des crédits non consommés et une charge de réfaction de subvention a été constatée.

Dans le même temps, la provision pour risque a été reprise dans sa totalité.

## 5. Engagement Hors Bilan

Les modalités financières de la collaboration entre la fondation RFIEA et les différents IEA sont fixées par :

- Les statuts de la fondation RFIEA ;
- Le courrier de Monsieur Gilles Bloch, directeur général de la Recherche et de l'Innovation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (en date du 21 novembre 2008) ;
- Les conventions conclues avec chaque IEA.

## Fonds propres / dotation

En application de l'article 13 des statuts du RFIEA, un maximum de 12% du capital consommable peut être prélevé chaque année, produisant une ressource annuelle de 1.528.200 €. Le conseil d'administration du RFIEA fixe, à concurrence de ce montant, la somme effectivement versée aux IEA, en fonction des besoins exprimés et sous réserve d'apporter les justifications nécessaires.

Au cours de la période 2007-2011, un principe de répartition égalitaire de cette ressource annuelle entre les quatre IEA a été appliqué, aboutissant à un montant annuellement disponible de 382.050 €. À compter de l'exercice 2012, la fondation a apporté un soutien différencié aux instituts dont le montant est fixé par le Conseil d'administration en fonction des besoins exprimés par chaque institut et de l'évaluation scientifique reçue. Des conventions différenciées ont été signées avec les IEA de Lyon, Marseille et Paris pour couvrir les exercices 2012 et 2013, puis pour les exercices 2014 et 2015, et avec l'IEA de Nantes pour les exercices 2012 à 2015.

En décembre 2015, le Conseil d'administration a validé des conventions 2016-2019 pour les IEA de Marseille, Nantes et Paris et une convention d'une année (2016) pour l'IEA de Lyon, convention qui a été renouvelée pour trois ans en décembre 2016.

En décembre 2019, le Conseil d'administration a validé le principe du reversement d'un montant global de 374.669 euros selon des calendriers différenciés selon les besoins en trésorerie communiqués par les IEA : trois versements en 2020 au bénéfice des instituts de Lyon, Marseille et Nantes, et le report à 2025, du versement au bénéfice de l'IEA de Paris. En accord avec la direction de l'IEA de Paris, le dernier versement à leur bénéfice d'un montant de 102.691€ est reporté à 2026.

### Financements sur fonds propres 2016-2019

	engagement 2016-2019	versé en 2016	versé en 2017	versé en 2018	versé en 2019	Reste à verser	justifié 2016-20223	non-justifié
Lyon	320 000,00	-	160 000,00	80 000,00	80 000,00	-	313 971,74	6 028,26
Marseille	920 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	-	918 583,80	1 416,20
Nantes	2 680 000,00	670 000,00	670 000,00	670 000,00	670 000,00	-	2 679 999,00	1,00
Paris	1 080 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00	-	1 080 000,00	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>1 170 000,00</b>	<b>1 330 000,00</b>	<b>1 250 000,00</b>	<b>1 250 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 992 554,54</b>	<b>7 445,46</b>

Nota : Les montants non-justifiés font l'objet d'un remboursement à la fondation au terme des conventions.

## Financements sur fonds propres 2020

	Engagement 2020	Versé en 2020	Reste à verser	Justifié en 2020	Non-justifié
<b>Lyon</b>	79,692.00	79,692.00	-	79,692.00	-
<b>Marseille</b>	89,804.00	89,804.00	-	89,804.00	-
<b>Nantes</b>	102,482.00	102,482.00	-	102,482.00	-
<b>TOTAL</b>	<b>271,978.00</b>	<b>271,978.00</b>	<b>-</b>	<b>271,978.00</b>	<b>-</b>

Nota : Le versement de 102.691€ au bénéfice de l'IEA de Paris, validé par le Conseil d'administration en juin 2020, interviendra en 2026, conformément à l'accord avec la direction de l'institut.

## Financements du Labex RFIEA+

Les Instituts de Nantes et de Paris ont épuisé la part des financements qui leur était attribuée pour la période 2020-2024. Les Instituts d'Aix-Marseille et de Lyon présentent à la fin de l'exercice 2024 un reliquat de financement. Leurs accords de reversement font donc l'objet d'une extension d'une année afin de leur permettre de consommer la totalité des moyens disponibles. L'avenant à la convention de reversement de l'Iméra a été signé le 16 janvier 2025. L'extension de la convention relative au Collegium est soumise à la validation du Conseil d'administration en juin 2025.

## Financements Labex RFIEA+

	Subvention 2020-2024	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL consommation	Reliquat
Aix-Marseille	824 555 €	114 083 €	67 567 €	164 521 €	200 250 €	217 514 €	763 934 €	60 621 €
Lyon	734 184 €	142 587 €	100 216 €	47 231 €	161 286 €	240 226 €	691 546 €	42 638 €
Nantes	940 918 €	174 116 €	168 199 €	187 593 €	201 637 €	209 373 €	940 956 €	- €
Paris	942 872 €	182 920 €	187 796 €	194 697 €	200 955 €	176 505 €	942 873 €	(1) €
<b>Total</b>	<b>3 442 529 €</b>	<b>613 706 €</b>	<b>523 778 €</b>	<b>594 042 €</b>	<b>764 128 €</b>	<b>843 617 €</b>	<b>3 339 310 €</b>	<b>103 258 €</b>

Nota : Le tableau ci-dessus fait état de la consommation des financements par chaque institut et non des versements réalisés. Le solde à percevoir par chaque institut sera versé en 2025.

Nota : Les montants justifiés pour l'année 2021 ont fait l'objet d'un *corrigendum* suite au contrôle d'éligibilité effectué par l'ANR.

## Financement du programme européen FIAS – French Institutes for Advanced Study

Dans le cadre du *Grant Agreement* signé avec la Commission européenne pour le programme FIAS, la fondation a établi un accord de consortium qui prévoit le reversement d'une partie de la subvention, aux fins de cofinancer des résidences de chercheurs internationaux dans les instituts de Paris, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans-Tours et Rennes. Les reversements ont débuté à l'arrivée des premiers *fellows* en septembre 2022.

Financements FIAS aux Instituts

	2021	2022	2023	2024	Prévision 2025
Lyon	- €	0	41 269	124 496	81 470 €
Marseille	11 019	43 175	69 176	49 714	23 451 €
Nantes	- €	11 973	35 208	38 028	32 588 €
Paris	102 785 €	226 262	167 732	181 323	114 058 €
Montpellier	10 911 €	32 840	39 565	32 768	18 455 €
Orléans	- €	0	32 037	110 720	46 181 €
Rennes	- €	0	0	16 339	24 441 €
Consommations annuelles	113 696	314 250	384 987	553 388	340 645

Nota : Les montants inscrits dans le tableau ci-dessous correspondent à la part consommée par les instituts. Il est estimé qu’à réception des *reportings* financiers de la dernière année d’implémentation (2024-2025), la fondation RFIEA devra verser aux instituts un montant global de 412.185€.



## 6. Événements postérieurs à la clôture

La candidature du programme FIAS porté par la fondation au programme européen COFUND-MSCA a été couronnée de succès en février 2025 et a permis d'obtenir un nouveau cofinancement de 4,04m€. Les négociations avec la *Research Executive Agency* ont abouti à la signature en mai 2025 d'un nouveau *Grant Agreement*. Ce nouveau programme FIAS va cofinancer l'invitation de 112 chercheurs internationaux au sein des instituts d'études avancées pour un montant de 3,482m€. Le consortium est composé des IEA d'Aix-Marseille, Cergy, Lyon, Montpellier, Nantes, Orléans-Tours et Paris. Le premier appel à candidature a été lancé en mai 2025 pour permettre l'arrivée de la première cohorte de *fellows* en septembre 2026.

En juin 2025, le président de la fondation RFIEA a alerté le commissaire du Gouvernement (la Rectrice de l'Académie de Lyon) sur l'important travail de correction des comptes sociaux initié à la demande de la fondation, en collaboration avec le cabinet d'expertise comptable et le commissaire aux comptes. Les écritures correctives impactent les comptes sociaux 2024.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé		Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
FONDS PROPRE						
Fonds associatifs sans droit de reprise :	- Patrimoine intégré					
	- Fonds statutaires					
	- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 415 000				1 415 000
	- Apports sans droit de reprise					
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
	- Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecart de réévaluation						
Réserves :	- Indisponibles					
	- Statutaires ou contractuelles					
	- Réglementées					
	- Autres					
Report à nouveau		1 292 448			78 079	1 214 370
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		-78 079	78 079	-1 522 866		-1 522 866
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS						
Fonds propres :	- Apports					
	- Legs et donations					
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 123 781				1 123 781
Ecart de réévaluation						
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
Provisions réglementées						
Droit des propriétaires						
TOTAL		3 753 150	78 079	-1 522 866	78 079	2 230 284

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	225 506		8 107
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>225 506</b>		<b>8 107</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	30 878		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>30 878</b>		
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>256 384</b>		<b>8 107</b>

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			233 613	
<b>TOTAL</b>			<b>233 613</b>	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mob.			30 878	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>			<b>30 878</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>264 491</b>	

Commentaires : néant

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	178 839	42 005		220 844
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>178 839</b>	<b>42 005</b>		<b>220 844</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	30 589	289		30 878
Emballages récupérables et divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>30 589</b>	<b>289</b>		<b>30 878</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>209 429</b>	<b>42 294</b>		<b>251 722</b>

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement et dvp.							
Fonds commercial							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agencts et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Commentaires : néant

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation	41 562	243 950		285 511
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>41 562</b>	<b>243 950</b>		<b>285 511</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>41 562</b>	<b>243 950</b>		<b>285 511</b>
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières		57 056		
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Commentaires : néant

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 648	3 648	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 192	1 192	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 751	18 751	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	21 845	21 845	
Divers			
Groupe et associés (2)	31 679	31 679	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	1 690 283	1 690 283	
Charges constatées d'avance	733	733	
TOTAL	1 768 131	1 768 131	
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaires : néant

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	- A 1 an max. à l'origine			
	- A plus d'1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 426	11 426		
Personnel et comptes rattachés	43 903	43 903		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 631	28 631		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 183	12 183		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	476 902	476 902		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	80 976	80 976		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	654 021	654 021		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

**Produits à recevoir**  
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	1 708 334	2 625 530
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	15 503	27 254
TOTAL	1 723 837	2 652 784

**Détail des produits à recevoir**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	1 708 334.02	2 625 530.04
438700 Maison des artistes	18 117.22	18 117.22
468700 Produits à recevoir	1 690 216.80	2 607 412.82
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	15 503.29	27 253.95
518700 Interets courus a recev.	15 503.29	27 253.95
TOTAL	1 723 837.31	2 652 783.99



**Détail du résultat exceptionnel**

<b>Détail du résultat exceptionnel</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>
FIAS, consommations des six instituts d'études avancées du consortium, régularisations antérieures à 2024	858 496	
MESRI Exceptionnel, inscription de la consommation 2020 de l'IEA de Paris	100 000	
MESRI Exceptionnel, inscription de la consommation 2021 de l'IMéRA	48 027	
Fonds dédié MESRI Iméra, régulation antérieure	- 50 000	
FIAS, reclassement du virement reçu en 2023	388 659	
LABEX, inscriptions des frais rejetés par l'AnR (Collegium et IEA de Nantes)	21 801	
Ajustements des soldes des comptes auxiliaires (Collegium, Nantes, Marseille, Maison des sciences de l'homme, Makit)	261 851	
Dépréciation titre Tikehau de 2023 non enregistrée	186 894	
LABEX, inscription des sous-consommations de 2024 (Marseille, Nantes et Paris)		43 666
LABEX, subvention à recevoir en 2025 pour couvrir des dépenses 12-19		225 000
Prescription de comptes de tiers, annulation des dettes		229 695
Ajustements du solde du compte auxiliaire (IEA Paris)		398 732
<b>TOTAL</b>	<b>1 815 729</b>	<b>897 092</b>

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	5 979
Conseils et prestations de services	
TOTAL	5 979

Commentaires : néant

Charges à payer  
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 412	7 429
Dettes fiscales et sociales	71 423	55 749
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	78 959	4 152
TOTAL	153 794	67 330

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 412.02	7 429.02
408100 Factures non parvenues	3 412.02	7 429.02
Dettes fiscales et sociales	71 423.08	55 749.02
428200 Dettes provisionnées pour CP	31 133.11	30 934.83
428660 Pers. aut.charges a payer	11 668.00	
428680 Pers. TR annuels	88.11	
438200 Charges sociales sur CP	17 265.03	13 653.76
448610 Formation professionnelle	7 072.21	7 072.21
448630 Formation Professionnelle 1%	4 196.62	4 088.22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	78 959.23	4 151.79
468600 Charges à payer	78 959.23	4 151.79
TOTAL	153 794.33	67 329.83

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
LABEX	977 388	256 009	1 055 139			178 258	
COFUND FIAS	1 394 517		611 054			783 463	
IPSP					23 508	23 508	
TOTAL	2 371 905	256 009	1 666 193		23 508	985 229	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	2 371 905	256 009	1 666 193		23 508	985 229	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				